



**Syndicat
CGT
Renault Cléon**

cgt.renault.cleon@wanadoo.fr
cgt.cleon@renault.com
fax: 01 76 86 78 40

**Après les manifestations et
actions des 9, 17, 24,
31 mars, 9 avril, 14 avril,
on continue...**

Site CGT Cléon: cgtrenaultcleon.fr

Jeudi 21 avril 2016

Collecte aux portes de l'usine.

Suite à l'accident mortel survenu le jeudi 10 mars, une collecte a été organisée aux portes de l'usine, **3 023 euros ont été collectés.**

Cette somme sera remise rapidement aux proches de Jérôme.

Les élus CGT remercient les salariés qui ont donné à cette collecte.

Jeudi 28 avril, les syndicats CGT FO, Solidaires, FSU, UNEF et les organisations étudiantes appellent à manifester partout en France.

La précarité à vie, la flexibilité, la baisse des salaires, la simplification des licenciements : les lycéens, les étudiants, les salariés n'en veulent pas !

Tous ensemble, nous devons rester mobilisés et exiger le retrait de ce projet de loi !

Le gouvernement et le MEDEF comptaient sur les vacances scolaires, espérant que cela suffirait à faire oublier la régression sociale que représente la loi «travail».

C'est loupé, la mobilisation continue, le 9 avril, des dizaines de milliers de salariés, étudiants... ont manifesté partout en France.

7500 manifestants à Rouen le 9 avril.

Ce samedi 9 avril aura permis à des milliers de citoyens et de salariés n'ayant pu se mobiliser jusque-là, de s'inscrire dans le mouvement pour le retrait de la loi et pour un code du travail du 21ème siècle.



Loi « travail », sept syndicats appellent à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 28 avril

« Face à l'entêtement du gouvernement à maintenir son projet, la détermination reste intacte et soutenue massivement par l'opinion publique », **CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL** appellent à une nouvelle journée de grève interprofessionnelle et de manifestations le 28 avril 2016.

Les mobilisations des salarié-es, des étudiant-es et des lycéen-nes contre le projet de loi travail ne faiblissent pas. Face à l'entêtement du gouvernement à maintenir son projet, la détermination reste intacte et soutenue massivement par l'opinion publique.

Chez Renault, toutes les catégories de salariés sont concernées. Si ce projet de loi est adopté, tous ces articles et bien d'autres pourront s'appliquer chez Renault :

- Possibilité d'imposer aux salariés, par simple accord, une baisse de leur salaire et une modification de leur temps de travail.

- Il suffit d'un accord d'entreprise pour que les heures supplémentaires soient 5 fois moins majorées.

- Par simple accord, on peut passer de 10 h à 12 h de travail maximum par jour.

- Après un accord, un salarié qui refuse un changement dans son contrat de travail peut être licencié.

- Moins d'indemnités pour les malades et les accidenté (e-s) licencié(e-s) à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

- Les 11 heures de repos obligatoires par tranche de 24 heures peuvent être fractionnées.

- Une entreprise peut faire un plan social sans avoir de difficultés économiques.

- Une mesure peut être imposée par référendum contre l'avis de 70% des syndicats...

PANAMA : ceux qui veulent casser le code du travail, baisser les salaires, revenir sur tous les acquis sociaux... entassent des milliers de milliards d'euros dans les paradis fiscaux !!

Panama Papers: désertion fiscale organisée.

« *De l'argent, il y en a dans les poches du patronat* » clament actuellement les manifestants qui battent le pavé pour exiger le retrait du projet de loi El Khomri. Nous pouvons maintenant enrichir la rime «dans les banques du Panama» depuis la révélation du scandale Panama Papers.

Lundi 4 avril, les médias ont dévoilé des informations sur des sociétés offshore implantées au Panama qui blanchissent de l'argent pour le compte de riches clients.

En fuyant l'imposition, les voyous en col blanc détournent des milliards d'euros.

Selon les estimations les plus basses, 25 000 milliards d'euros sont planqués, chaque année dans les paradis fiscaux.

En France, la fraude et l'évasion fiscale représentent entre 60 et 80 milliards d'euros tous les ans, soit autant de recettes perdues chaque année pour les caisses de l'état.

Ceux-là mêmes qui voudraient nous faire culpabiliser car nous coûtions «trop cher», organisent en toute impunité des trucages financiers avec des cabinets d'avocats spécialisés et les banques d'affaires pour placer leurs magots sous les cocotiers.

- Ils entassent 25 000 milliards d'euros dans les paradis fiscaux chaque année et ils veulent baisser nos salaires, casser le code du travail, disent que «le coût du travail» est trop élevé...Tous ensemble nous devons stopper cette gigantesque escroquerie.